

Albi le 24 septembre 2020

CTIR sur la formation et le bilan social :

Madame la présidente,

Jamais une rentrée n'aura été sous le signe de tant d'incertitudes. Depuis plusieurs mois, une crise sanitaire nous bouleverse et malheureusement, nous ne voyons toujours pas de signaux encourageants qui nous en annoncerait la fin.

En ce qui concerne le premier point : la formation

L'UNSA spjj sud, depuis toujours, reconnaît le travail fourni au PTF de Toulouse. Une nouvelle fois, nous revendiquons de privilégier la qualité des formations dispensées plutôt qu'une forme de logique comptable à travers des tableaux de chiffres.

Nous saluons le travail des formateurs qui ne cessent d'œuvrer pour que l'ensemble des agents sur la DIR sud puissent bénéficier d'outils nécessaires à leur projet professionnel ou personnel.

Nous les soutiendrons car ils sont à l'écoute et le montrent avec le catalogue de formation qu'ils ne cessent d'enrichir chaque année.

Sur le volet social :

L'UNSA spjj sud est actuellement, comme la plupart de nos concitoyens, dans le doute.

Que dire de l'action gouvernementale qui ne favorise pas la sérénité du fait de déclarer tout et son contraire.

Ce 10 septembre, Madame CAUBEL est nommée directrice de la PJJ. Lors de son premier CT, la Directrice a assuré qu'elle prend son poste avec beaucoup d'enthousiasme. Étant auparavant conseillère du premier ministre, elle a suivi

l'ensemble des réformes qui concernent la PJJ ainsi que le travail en lien avec la Fonction publique. Pour Mme CAUBEL, il ne faut pas parler d'abrogation de l'ordonnance de 45, les grands principes sont respectés, il s'agirait seulement d'une réforme juridique. Nous ne sommes pas convaincus...

Elle affirme être proche de nos missions et connaître les défis et richesses de notre institution. Elle assure vouloir poursuivre le dialogue social engagé par Madame MATHIEU, ce qui ne nous rassure pas au regard de la période que nous venons de traverser !

Aussi, l'UNSA spjj, première organisation syndicale du Ministère de la justice, continuera d'apporter une grande vigilance à ce dialogue social régional afin qu'il puisse être toujours dans un esprit d'écoute et d'élaboration commune.

Reste quelques questions diverses :

Concernant la prime de 200 euros pour les agents qui se déplacent à vélo ou en covoiturage, les agents concernés ont eu la réponse de la DIR qu'elle n'avait pas les moyens informatiques de la mettre en œuvre. Nous souhaitons que des solutions soient rapidement trouvées afin que ces initiatives environnementales soient encouragées.

La situation sanitaire nous force à accélérer le télétravail, nous souhaitons attirer votre attention sur le fait que les besoins des agents vont être croissants et qu'il faudra faire preuve d'adaptabilité face aux situations individuelles qui vont toucher les agents.

Nous attirons également votre haute vigilance sur la situation délinquantielle vécue par les collègues Toulousains, particulièrement UEMO Nord, avec un mineur qui a été exécuté récemment.

Concernant la formation des futurs cadres éducatifs :

Apparemment, il ne serait question que d'une formation d'adaptation alors que certains, éducateurs auparavant, n'auront jamais exercé la fonction.

Encore une fois, les cadres éducatifs seront-ils les enfants pauvres de la formation ?

Concernant l'attribution du CIA des conseillères techniques Promotion de la santé : La note du secrétariat général en date du 10 juillet dernier n'a encore fait l'objet d'aucune information sur nos Directions Territoriales. Quand en sera-t-il enfin question ?

Nous sommes attentifs à la situation du responsable de l'Unité Éducative d'Activités de Jour qui vous a adressé un recours gracieux concernant sa candidature au poste de cadre éducatif ... et n'a encore pas de réponse à ce jour ?

Pour conclure, nous espérons que le dialogue social dans la région Sud sera un véritable dialogue social et qu'il ne s'agira pas seulement que d'une chambre d'enregistrement.

Marie Lugnier
Pierre Alayrangues
unsaspjj.sud@gmail.com